

### Les points saillants

- *Hausse importante de la valeur du panier au cours du mois de février 2019 d'environ 11 % et 26 % respectivement en rythme mensuel et annuel. L'accroissement en rythme mensuel est surtout dû à l'appréciation du prix du maïs (importé et local), de la farine et du haricot noir tandis la hausse en glissement annuel s'explique par l'augmentation du prix des céréales locaux et importés.*
- *Sur le marché international, la tendance à la baisse des cours du riz est maintenue. Le prix du riz sur le marché américain a atteint le niveau le plus bas en 18 mois, celui du blé a légèrement baissé tandis que les prix à l'exportation du maïs se sont raffermis au cours du mois de février 2018 sur le marché américain.*
- *La vélocité inattendue de la détérioration du taux de change et des troubles socio-politiques n'entraînent aucun changement de phase dans la dernière classification IPC. À l'exception de la zone HT04 de l'Artibonite qui est sous stress (PH2), tout le reste du pays est en crise (PH3) jusqu'à la fin du mois de Juin 2019. **Cependant, on considère que la quantité de la population en situation de crise (PH3) pourrait être augmentée.***
- *Des perspectives de renforcement du phénomène « El Niño » risquent d'affecter d'avantage la sécurité alimentaire (80 % de chance que « El Niño » se renforce entre mars et mai et 60 % entre juin et août).*

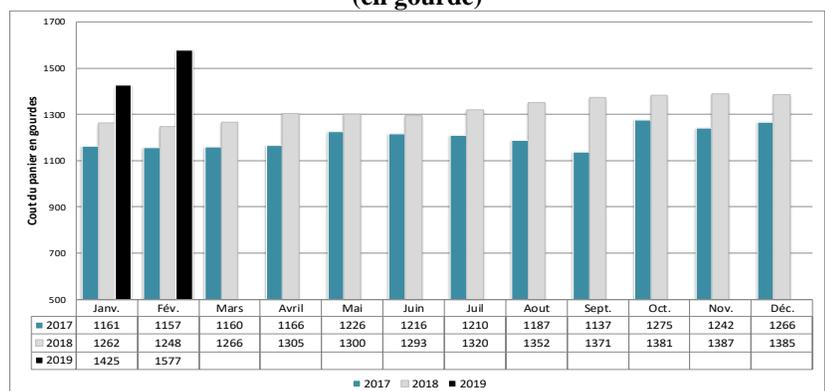
### Évolution du coût nominal du panier alimentaire au niveau national

Le panier considéré dans le cadre de cette analyse est composé de 6 produits de base (riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale) qui représentent 1870 kilocalories consommées par personne par jour. Il est constitué de telle sorte que 100 pourcents de consommation de calories proviennent de ces six produits alimentaires, ceci à cause du manque d'information pour d'autres produits, en particulier les fruits, les légumes, les racines et les tubercules. L'analyse du panier permet de suivre l'accès des ménages au panier de base dans le temps et dans l'espace. Ce panier reflète surtout la consommation alimentaire des ménages pauvres à faible niveau de revenu.

Au cours du mois de février, le coût nominal moyen du panier alimentaire se situe autour de 1,577 gourdes par individu soit 7,885 gourdes pour une famille de 5 personnes. Le panier a donc crû **d'environ 11% en rythme mensuel et 26 % en rythme annuel** contre 3 % et 13 % respectivement le mois précédent.

Ces hausses s'expliquent par la détérioration du taux de change observée ces derniers mois d'une part et d'autre part par les troubles socio-politiques de février dernier ainsi que par le faible niveau de la production agricole.

Figure 1- Evolution du coût nominal du panier alimentaire pour un individu (en gourde)



Source : CNSA, 2019

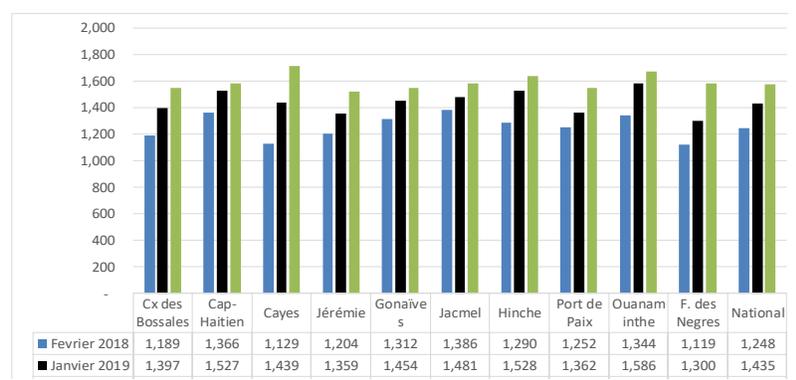
## Évolution du coût nominal du panier alimentaire sur les marchés régionaux

Le panier alimentaire moyen a crû en moyenne de 10% en rythme mensuel. Les plus fortes hausses ont été enregistrées sur les marchés de Fonds des Nègres (+29%), des Cayes (+22%) et de Port de Paix (+14%).

En glissement annuel, le coût moyen du panier a augmenté d'environ 26% au niveau national, les plus fortes hausses ont été enregistrées au Cayes (+55%), à Fond des Nègres (+41%) à la Croix des Bossales (+40%).

La valeur du panier est plus élevée sur les marchés des Cayes (1714), de Ouanaminthe (1671) et de Hinche (1638).

Figure 2- Coût nominal du panier alimentaire par marché



Source : CNSA, 2019

## Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché national

Le principal facteur qui détermine le coût du panier alimentaire est le prix des céréales qui représentent environ deux tiers de l'énergie consommée par jour par les plus pauvres.

En rythme mensuel, **tous les produits sont à la hausse de 7% à 20%**, la hausse du prix de l'huile est toutefois un peu plus modérée soit d'environ 4%. La hausse mensuelle du panier alimentaire est surtout influencée par le prix du maïs local (+16%) le maïs importé (+20%), la farine de blé (+19%) et le haricot noir (+14%).

En rythme annuel, on note surtout une **hausse considérable des prix des céréales importés** aussi bien des céréales locales de l'ordre de 31% à 47%. Pour les haricots et l'huile la hausse est un peu plus modérée soit de 5 à 18%.

En observant la figure ci-contre, on peut noter qu'en rythme annuel et mensuel, **les produits locaux ont connu les plus fortes hausses à Port au Prince**. Cela s'explique probablement en raison du climat sécuritaire sévissant à la Croix des Bossales, vient ensuite le marché de Port de Paix.

Tandis que pour **les produits importés, la hausse de prix prédomine au Cayes, à Jérémie et à Port de Paix**. Notons toutefois qu'à Port au Prince, à côté des produits locaux, le riz importé et la farine ont subi les plus fortes hausses.

Figure 3- Variation des prix moyens en rythme mensuel  
Février 2019 par rapport à janvier 2019

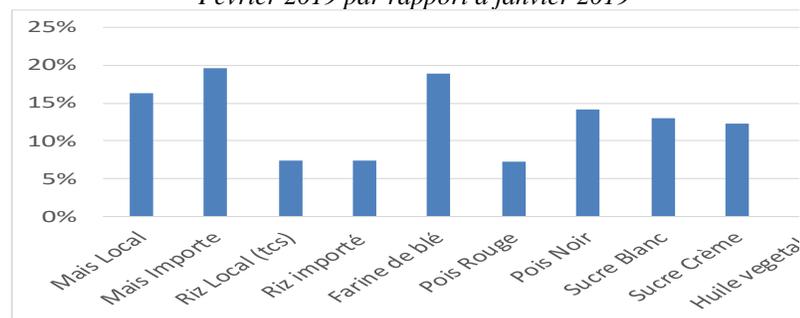
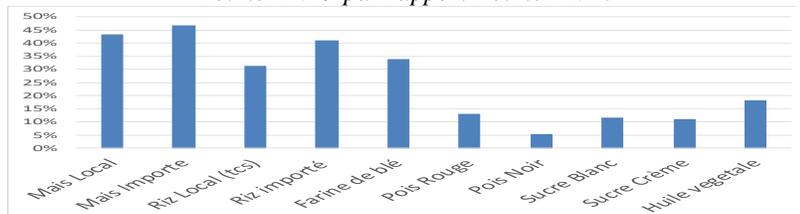


Figure 4- Variation des prix moyens en rythme annuel  
Février 2019 par rapport Février 2018



Source : CNSA, 2019

## Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché international<sup>1</sup>

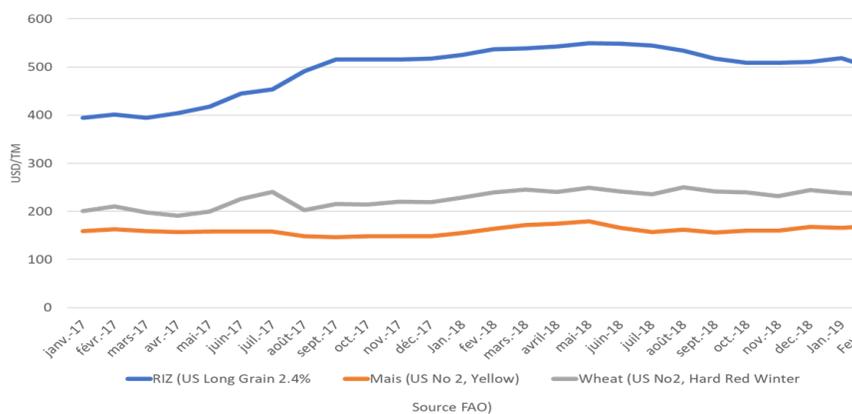
<sup>1</sup> <http://www.fao.org/giews/food-prices/tool/public/#/dataset/international>

Le comportement des prix des produits importés sur le marché local est déterminé par divers facteurs, entre autres, la tendance des prix au niveau du marché mondial et particulièrement les prix sur le marché américain. Haïti étant le 3<sup>e</sup> principal importateur du riz américain

Le prix moyen du riz de référence sur le marché américain « US 2/4 long grain » pour le mois de février est d'environ 497 USD la tonne contre 519 USD le mois dernier et 537 USD en février 2018 soit une baisse de 4 % en rythme mensuel et de 7 % en glissement annuel. **Le prix du riz a atteint au cours du mois de février 2019 son niveau le plus bas en 18 mois.**

Selon le « rapport mensuel du marché mondial du riz » du CIRAD<sup>2</sup> du mois de février 2019, **la tendance baissière des prix mondiaux devrait se poursuivre au moins jusqu'à la mi 2019** en raison d'une forte concurrence entre exportateurs asiatiques et du ralentissement de la demande d'importation mondiale. Toutefois, on n'arrive pas à tirer profit de ces baisses sur le marché national en raison de la détérioration du taux de change.

**Figure 5- Évolution des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux**



Source : FAO, 2019

**Les prix internationaux du blé ont légèrement baissé au cours du mois de février.** Le prix du blé américain de référence (n°2 Hard Red Winter) s'est établi en moyenne autour de 234 USD/TM en février 2019 contre 238 USD/TM en janvier 2019 et 240 USD/TM en février 2018 soit une baisse d'environ 2% en rythme annuel et mensuel. Cette tendance est liée, selon la FAO, aux **bonnes perspectives de production mondiale**<sup>3</sup>.

**Les prix à l'exportation du maïs se sont raffermis au cours du mois de février.** Les prix du maïs américain de référence (US No 2 Yellow) se sont établis en moyenne à 170 USD/TM au cours de février, un niveau dépassant d'environ 2% celui de janvier 2019 et d'environ 4% la moyenne enregistrée en février 2018.

<sup>2</sup> [http://www.infoarroz.org/portal/uploadfiles/20190308074520\\_15\\_ia0219fr.pdf](http://www.infoarroz.org/portal/uploadfiles/20190308074520_15_ia0219fr.pdf)

<sup>3</sup> <http://www.fao.org/giews/food-prices/international-prices/detail/fr/c/1184943/>

## Situation agricole et de Sécurité alimentaire

Comme il a été anticipé dans le bulletin du mois de janvier 2019, les conditions de sécurité alimentaire et nutritionnelle semblent être encore dégradées. Malgré la relative stabilisation du taux de change, qui reste encore élevé par rapport au mois de décembre 2018, les prix des biens importés, notamment les produits alimentaires de base (céréales) pour lesquels les importateurs ont menacé de suspendre temporairement leurs importations en signe de protestation contre la hausse vertigineuse du taux de la gourde continue à s'apprécier. D'ailleurs, l'inflation ne cesse pas d'augmenter, elle est passée de 15,5 % en janvier 2019 à 17,0 % en février 2019.

La pression exercée sur le budget des ménages qui les contraint déjà à réduire leurs consommations alimentaires, à consommer leurs différents stocks, à adopter diverses stratégies pour maintenir une consommation minimale et les perspectives d'une augmentation du coût de la vie, ajoutées à des revendications d'ordre socio-politique ont fait déclencher de nombreuses manifestations au niveau national émaillées de violences pendant environ 2 semaines. Ce qui avait pour conséquences de paralyser les activités économiques, d'interrompre l'approvisionnement des marchés et des points de distribution. Cette situation a grandement affecté les conditions d'accès aux aliments et les sources de revenu des ménages.

**Bien que les évènements du mois de février pourraient être considérés comme étant un choc temporaire mais leurs conséquences se feront encore sentir dans les prochains mois.** Il faut souligner que ces évènements ont précédé de quelques jours l'arrivée de la période de soudure. De plus, même si la pluviométrie a été relativement favorable dans les départements du grand Sud (Notamment Sud, Sud-est, Grand 'Anse) qui a permis de récolter du haricot, les effets du phénomène El Niño prédomine encore sur le pays notamment, dans le Nord-est, le Nord-Ouest et le Centre. Cette situation a engendré des pertes de revenus importantes pour les ménages vivant directement ou indirectement de l'agriculture.

Au début du mois de mars il est constaté un bon approvisionnement des marchés notamment par les produits importés et certains produits locaux comme les racines et tubercules, la banane ainsi que les fruits et les légumes. Cependant, ils sont difficiles d'accès pour les plus vulnérables tenant compte de l'inflation, des conséquences des troubles socio-politiques dans le contexte de la période de soudure et des résultats mitigés de la campagne d'hiver.

Les projections pour les mois de mars jusqu'à juin qui ont été faite lors du dernier exercice d'analyse IPC<sup>4</sup> ne prévoyaient pas la détérioration de la gourde allait se poursuivre à un rythme aussi rapide passant de 72 gourdes en décembre 2018 à près de 87 Gourdes en février 2019 pour un dollar américain.



Source : CNSA et partenaires, 2019

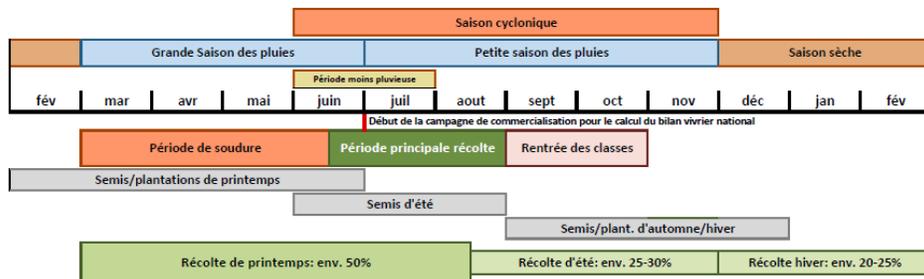
<sup>4</sup> L'IPC est un ensemble d'outils et de procédures (protocoles) pour la classification de la sévérité et des causes de l'insécurité alimentaire. Les cartes de classification de l'insécurité alimentaire utilisées dans ce bulletin sont les résultats de l'analyse IPC d'octobre et de décembre 2018

De même pour l'ampleur des troubles socio-politiques de près de deux semaines qui ont été bien au-dessus des attentes des analystes. Comme on peut le constater sur la carte ci-dessus, ces impondérables **n'entraînent aucun changement de phase**. Ainsi à l'exception de la zone HT04 de l'Artibonite qui est sous stress (PH2), tout le reste du pays est en crise (PH3) jusqu'à la fin du mois de Juin 2019. **Cependant, on considère que la quantité de la population en situation de crise (PH3) pourrait être augmentée.**

## Perspectives de sécurité alimentaire pour les prochains mois

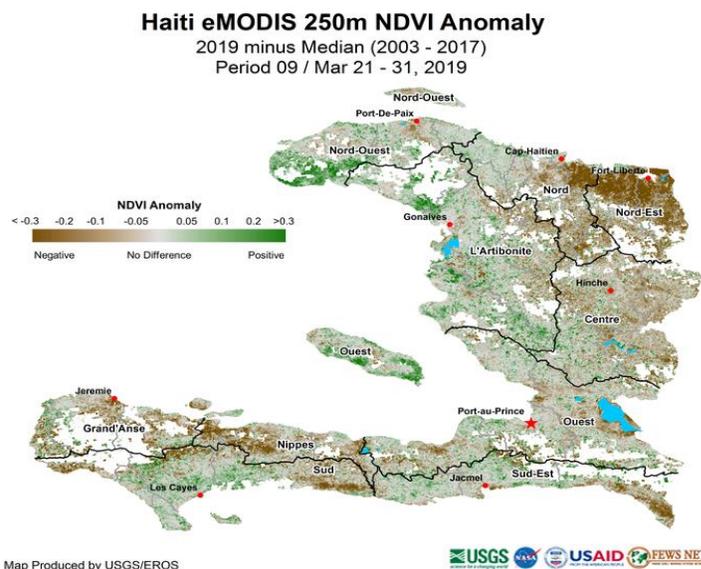
Le calendrier agricole en Haïti comprend trois saisons de culture :

- Le printemps qui va de février/mars à juillet/août et qui représente plus de 50% de la production agricole annuelle à l'échelle nationale ;
- L'été, du mois d'août à novembre qui représente 25 à 30% et ;
- L'hiver, de décembre à février représentant 20 à 25%.



Selon les prévisions officielles de l'International Research Institute for Climate and Society (IRI<sup>5</sup>) » de Columbia University, on a **80 % de chance que l'« El Nino » se renforce au cours de la période allant de mars à mai, et 60% entre juin et août**. La première période correspond à la période de mise en place de la campagne agricole de printemps tandis que la seconde marque le début de la campagne d'été. Comme on peut remarquer sur la carte ci-contre, les prévisions de l'IRI se confirment et les effets sont plus prononcés au niveau des départements du Nord-est où la sécheresse a provoqué la mort de nombreuses têtes de bovins, du haut Nord-Ouest, d'une partie de l'Artibonite, de l'Ouest. Selon le CIMH<sup>6</sup> (Caribbean Institute for Meteorology & Hydrology), des précipitations au-dessous de la normale sont prévues pour le mois de mai et cette situation devrait se renforcer vers la fin de cette période particulièrement, sur le Nord et le Nord-est ainsi que le Centre et l'Artibonite.

Si dans les départements du Sud, du Sud-est et de la Grand 'Anse, on observe de grandes activités de préparation de sols pour la campagne de printemps, dans les autres départements, notamment dans les zones de plaines non irriguées, il y a une faible activité de préparation de sols.



<sup>5</sup> [https://iri.columbia.edu/our-expertise/climate/forecasts/enso/current/?enso\\_tab=enso-cpc\\_plume](https://iri.columbia.edu/our-expertise/climate/forecasts/enso/current/?enso_tab=enso-cpc_plume)  
<sup>6</sup> <http://rcc.cimh.edu.bb/climate-outlooks/>

Le gouvernement à travers le ministère de l'agriculture promet d'intervenir pour soutenir les agriculteurs dans les zones les plus affectées par la sécheresse. Ce qui pourrait atténuer les effets. Cependant, si la sécheresse persiste, cette situation risque d'impacter d'une part sur **l'offre de main d'œuvre** qui, à ces périodes de l'année constituent une importante source de revenu pour les pauvres et très pauvres et d'autre part sur les **performances des campagne agricoles de printemps et d'été**. In fine, ce qui pourrait contribuer à la **dégradation de la situation alimentaire des plus vulnérables dans les prochains mois**.



RESEPAG II



The views and opinions in this bulletin are those of the authors. They do not represent the views or opinions of the Economic Research Service or those of the U.S. Dept. of Agriculture, USAID, or the U.S. Government and any other organization that support this newsletter.